Depuis 1928, le seul hebdomadaire de langue française en Alberta

Le Franco

Vol. 33 no 32 | Edmonton, semaine du 10 au 16 septembre 1999 | 16 pages | 60c

160ième anniversaire de la paroisse Saint-Joachim à Edmonton

RAYMOND LAROCHE

Edmonton

C'est dans l'enceinte du Fort Edmonton situé à l'emplacement actuel de la Législature albertaine, que l'Église catholique fit ses premiers pas dans ce coin de pays qu'est l'Alberta.

C'est plus précisément le 6 septembre 1838 que les premiers missionnaires, les abbés Blanchet et Demers, qui étaient en route pour l'Orégon débarquèrent au fort pour y célébrer les offices religieux et y administrer les sacrements aux fidèles dans la grande maison du «Bourgeois» de la compagnie de la Baie d'Hudson. Pendant leur séjour, ils célébrèrent 39 baptêmes et 3 mariages jusqu'au moment de leur départ, soit le 10 septembre de la même année.

Cette année (1999) marque le 160ième anniversaire de la fondation de la paroisse Saint-Joachim, ainsi nommée par Monseigneur Alexandre Taché de Saint-Boniface au Manitoba et établie par l'abbé Albert Lacombe. Cette année marque aussi le 100ième anniversaire de la quatrième et actuelle église de la paroisse.

À cette époque, le Fort Edmonton était le principal entrepôt de la Compagnie de la Baie d'Hudson dans les plaines de l'Ouest. En 1859, monsieur J.W. Christie (facteur en chef) fait construire une petite église et une résidence pour les Pères à l'intérieur du fort au frais de la compagnie. Le 24 décembre suivant, l'église est terminée à temps pour la messe de minuit. C'est la première église Saint-Joachim. En 1876, plus précisément le 20 juillet, Mgr. Vital Grandin, alors évêque de Saint-Albert, reçoit l'ordre du gouverneur de la Compagnie de la Baie d'Hudson de déménager la chapelle et la résidence du missionnaire. Le 11 octobre, ces deux bâtisses sont démolies et le bois est transporté à environ deux milles à l'ouest du fort sur un terrain appartenant à Malcolm Groat qui le cède à Mgr. Grandin. Un petit édifice de 20 x 30 dont la construction s'est terminée à l'été 1877 constitua donc la deuxième chapelle de la paroisse.

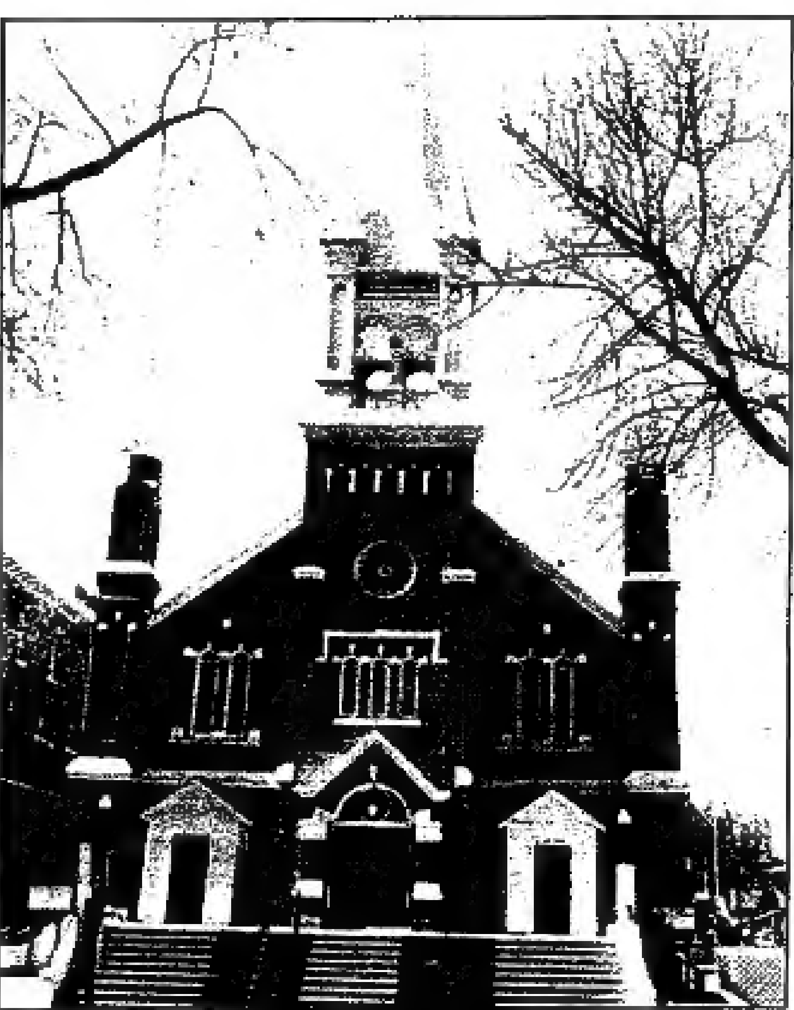
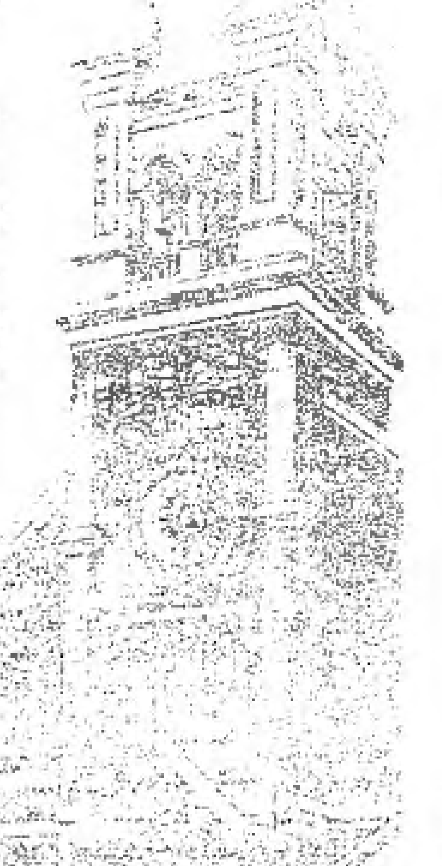


photo: Paul P. Desjardins

En 1886, à cause de l'augmentation constante de la population, et le fait que les Pères de Saint-Albert qui desservaient ce territoire avaient à y faire des séjours plus fréquents et plus prolongés, Mgr.Grandin y nomme un premier curé résident, soit son neveu le Père Henri Grandin et on entreprend la construction d'une nouvelle église (la troisième), beaucoup plus grande, située sur le terrain de l'église actuelle. Quelques 10 années plus tard, soit en 1895, la communauté voit les Soeurs Grises s'installer dans un nouvel hôpital (l'Hopital Général) en briques tout juste à côté de l'église. Avec une population toujours grandissante, le Père Leduc qui avait pris la relève du Père Lacombe, réussit à amasser la somme de 16 000$ et permettre le début des travaux d'excavation de la quatrième et actuelle église de la paroisse Saint-Joachim.

La paroisse Saint-Joachim qui célèbre aujourd'hui le 160ième anniversaire de son existence, fut la première paroisse catholique de Fort Edmonton. Suite à une augmentation démongraphique qui fait passer le nombre de résidents de 3167 en 1900 à 72 516 en 1914, Saint-Joachim qui est la seule paroisse catholique d'Edmonton va être démembrée pour servir d'église-mère à toutes les nouvelles paroisses catholiques francophones et anglophones. C'est aussi le berceau de la francophonie et des communautés canadiennes françaises en Alberta.



Afin de souligner ces étapes historiques, plusieurs activités, s'échelonnant sur toute l'année 1999 et plus particulièrement à l'automne, ont été organisées. Entre autres, la publication d'un livre et d'un vidéo historiques. *«Saint-Joachim, la première paroisse catholique d'Edmonton»*, de l'auteure France Lévasseur-Ouimet se veut pour le comité organisateur, en plus d'être un livre souvenir, un moyen de sensibiliser la population toute entière à l'histoire francophone et à l'apport des francophones au développement de l'Ouest canadien. Selon le comité organisateur, «Ça ne peut que renforcer nos liens avec tous les Canadiens et nous aider à mieux célébrer notre héritage, notre patrimoine et notre dualité linguistique».

Le lancement du livre et du vidéo souvenirs aura lieu au cours du Grand Banquet du Centenaire qui se tiendra à Edmonton le 24 octobre prochain, et avec l'aide du Ministère de l'Education et des Conseils scolaires francophones, le comité entend bien pouvoir en faire profiter le plus de gens possible.

Cette semaine...

Courrier de deuxième classe
Enregistrement 1881

10015349 XX14D (Q) 14L 4
MICROFILM INC. SOCIETE CANADIENNE DU
110-464 RUE SAINT-JEAN
MONTREAL PQ H2Y 2S1

Citation de la semaine

Au fond, voyez-vous [...] le monde est fait pour aboutir à un beau livre.

Stéphane Mallarmé

Ententes Canada-communautés: affaire classée

Ottawa (APF): Le dossier sur le renouvellement des ententes Canada-communautés est une affaire classée.

L'enveloppe de chacune des ententes avec les provinces et les organismes nationaux sera majorée de 30 pour cent au cours des cinq prochaines années.

Des augmentations de 50 pour cent ont été consenties aux communautés minoritaires plus populeuses de l'Ontario, du Nouveau-Brunswick et du Québec, qui avaient subi des réductions budgétaires importantes au cours des dernières années. La communauté minoritaire acadienne de la Nouvelle-Écosse aura droit de son côté à une augmentation de 40 pour cent. Des fonds ont aussi été mis de côté pour conclure une première entente avec la communauté francophone du Nunavut.

La ministre du Patrimoine, Sheila Copps, a écrit aux négociateurs de chacune des communautés pour confirmer le montant que le ministère allouera durant la période allant de 1999-2000 à 2003-2004.

«Nous nous sommes entendus, sans exception» était heureux d'annoncer le secrétaire parlementaire de la ministre du Patrimoine canadien, Mauril Bélanger. Celui-ci confirme que le ministère s'était fixé pour objectif de régler ce dossier avant la fin du mois d'août. Il reconnaît qu'il y a eu quelques grincements lors des négociations mais il est d'avis que dans l'ensemble, les communautés sont assez contentes.

Malgré une augmentation de 50 pour cent, les Franco-Ontariens ne sautent pourtant pas de joie. «Il va de soi que le montant octroyé permet à peine de réparer un tant soit peu l'iniquité dans les ressources» peut-on lire dans un communiqué émis par le comité de négociations pour l'Ontario.

Tout en «comprenant les limites budgétaires», on dit voir dans cet accord «un premier pas» vers une collaboration entre la communauté francophone de l'Ontario et le ministère du Patrimoine canadien.

Selon le comité, il revient maintenant au gouvernement canadien d'appuyer financièrement des programmes visant à enrayer «une assimilation galopante» et à répondre aux besoins de groupes dans des nombreux secteurs de développement comme la santé et les radios communautaires.

Le ministère du Patrimoine a augmenté de 10 millions de dollars par année son enveloppe budgétaire destinée au financement des associations et organismes francophones et anglophones en milieu minoritaire. De cette somme, 8 millions iront dans les ententes Canada-communautés, ce qui porte l'enveloppe globale à 27,5 millions par année.

Le ministère a décidé de garder deux millions de dollars par année pour financer directement des projets et des initiatives des communautés minoritaires.

L'Association des francophones du Nunavut se joint à la FCFA du Canada

OTTAWA - L'Association des francophones du Nunavut (AFN) est devenue membre de la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada, le 21 août 1999.

Son adhésion a été appuyée unanimement par les quinze autres associations membres de la FCFA lors de l'Assemblée générale annuelle de cet organisme, tenue à Moncton au Nouveau-Brunswick. L'AFN se joint ainsi aux associations porte-parole de neuf provinces, du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest, ainsi qu'à quatre organismes nationaux à vocation sectorielle, à la table du Conseil national des présidentes et des présidents de la FCFA.

« Nous sommes très heureux d'accueillir l'Association des francophones du Nunavut dans nos rangs, d'affirmer le président de la FCFA, monsieur Gino LeBlanc. Cette communauté se caractérise par son dynamisme et son esprit d'initiative »

L'AFN œuvre à l'affirmation et à l'épanouissement des quelque 700 francophones du Nunavut depuis novembre 1997, succédant ainsi à l'Association des francophones de Frobisher Bay (créée en 1981) et à l'Association francophone d'Iqaluit. Notons au nombre de ses réalisations la mise sur pied de la première station de radio communautaire du Grand Nord, d'un centre communautaire, d'un programme complet d'éducation en français langue première à Iqaluit, d'un conseil scolaire francophone, d'un mensuel sur le Web (Le toit du monde), d'une programmation culturelle et l'obtention du signal télévisuel de la Société Radio-Canada.

La Fédération des communautés francophones et acadienne (FC FA) du Canada a pour rôle de défendre et de promouvoir les droits et les intérêts des communautés qu'elle représente.

Les jeunes disent aux chefs d'État de les écouter

Ottawa (APF): L'une est du Nouveau-Brunswick et revendique une double origine: acadienne et autochtone. Le deuxième aussi est Acadien de cette province. L'autre est Franco-Manitobaine. La troisième est Québécoise. Le quatrième, enfin, est d'origine haïtienne et vit en Ontario français. Tous les cinq ont en commun d'avoir adressé la parole aux chefs d'État et de gouvernement lors de la cérémonie d'ouverture du 8e Sommet de la Francophonie, qui avait lieu à Moncton et dont le thème était la jeunesse.

Les cinq ont adressé un message simple: « Nous ne voulons pas être la relève. Nous sommes les auteurs du présent ».

Les jeunes francophones du pays veulent en effet être écoutés et compris. Ils veulent des lieux d'échange et de rencontre. Ils veulent participer à l'édification de la société. Ils veulent aussi se rapprocher des générations. Informer, consulter et faire participer, voilà en trois mots le message que les jeunes avaient à transmettre à Moncton.

La Franco-Manitobaine Roxane Dupuis, pour une, a été pas mal impressionnée par son expérience. Elle raconte. « Après les discours, ça m'a frappée. Je me suis dit: je vais partager le podium avec Jean Chrétien. Il est à cinq pieds de moi et il va m'entendre. Je suis présidente de la Fédération de la jeunesse canadienne-française. On fait plein de revendications et habituellement on parle avec des fonctionnaires, des ministres et des députés fédéraux. Mais la personne avec qui on voudrait parler le plus, c'est celle qui est en haut. Moi, j'ai jamais eu la chance de le faire. Ça m'a frappé right there ».

Enfermés dans une petite salle de classe du collège communautaire de Dieppe, il leur a fallu plus d'une semaine avant de produire le court texte qu'ils ont livré aux chefs d'État. Un texte qui résumait en quelque sorte le contenu de trois documents issus de consultations qui avaient eu lieu au préalable auprès des jeunes au Canada, au Nouveau-Brunswick et au Québec.

« On veut qu'ils (les chefs d'Etat) soient conscients qu'on a des préoccupations par rapport à la Francophonie et qu'on veut s'impliquer dans la Francophonie et qu'ils doivent nous laisser notre place parce qu'on veut la prendre » résume avec force Claude Lévesque d'Ottawa, qui assume depuis le mois de mai la présidence de la Fédération de la jeunesse franco-ontarienne.

La notion d'identité et les relations Québec-Canada ont alimenté un débat autour de la table, avoue Josée Lalonde du Québec: « Moi ma crainte, c'était qu'on essaie de passer un beau message du genre: Vive le Canada, tout le monde est heureux, tout le monde est parfait. On s'est rendu compte que c'est pas ça qu'on voulait personne. J'espère que ce n'est pas ce qu'on a donné comme image ».

En préparant le texte final qui allait être livré aux chefs d'État, ils se sont aperçus que certains passages étaient crus, directs, peut-être pas trop diplomatiques pour les circonstances. Ils ont alors adouci le ton, question de s'en tenir aux préoccupations exprimées par les jeunes du pays, « sans chialer », précise Roxane Dupuis.

Le texte ne fait pas mention de l'assimilation chez les jeunes. Pourtant, Roxane Dupuis est la première à admettre que l'assimilation est un sérieux problème au pays. Alors, pourquoi ne pas l'avoir souligné? « C'est négatif, pas positif » donne-t-elle simplement comme explication.

Il a aussi fallu faire des choix. On a songé un instant à souligner le problème de l'éducation postsecondaire en français. Mais il s'est alors posé le problème de savoir où tirer la ligne: « On avait dans nos rapports peut-être 200 recommandations différentes, sauf qu'il fallait en choisir » explique Claude Lévesque.

Et maintenant, quelle est la suite? D'abord, on a déjà annoncé que la Fédération de la jeunesse canadienne-française allait gérer le programme du Réseau international de la jeunesse. Il s'agit essentiellement d'un projet qui consiste à créer un lieu d'échange virtuel pour les jeunes.

On sait aussi que le ministère du Patrimoine veut financer la tenue de jeux de la francophonie canadienne sur une base annuelle, du moins si on se fie à l'enthousiasme délirant manifesté par la ministre Sheila Copps lors de l'ouverture des premiers Jeux de la francophonie canadienne à Memramcook.

Josée Lalonde, elle, sait qu'elle participera activement au Sommet sur la jeunesse québécoise qui aura lieu en février 2000. « On va aller chercher des gens d'autres générations. Des jeunes qui sont peut-être décrocheurs. On va essayer de rassembler tout ce monde là pour trouver des projets qui peuvent toucher d'autres personnes que seulement des étudiants universitaires ».

Le premier ministre du Québec, Lucien Bouchard, a déclaré à Moncton que tous les sujets qui préoccupent les jeunes seraient traités et débattus lors du sommet organisé par son gouvernement. Un sommet qu'il a d'ailleurs qualifié de « politiquement risqué ».

Les jeunes autochtones du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Ecosse ont enfin l'intention de former un conseil de la jeunesse en faisant du recrutement à travers les universités de la province.

Louisiane, août 99, deuxième congrès mondial acadien

RAYMOND LAROCHE

Edmonton

En août 1994, 300 000 Acadiens du monde entier se réunissaient au Sud-Est du Nouveau-Brunswick, dans la région de Moncton, pour la première fois depuis ce que l'on a appellé le grand dérangement de 1755, année de la déportation. En plus de venir de toutes les provinces du Canada, d'autres étaient venus de la Louisiane, du Texas, de la Californie, de la Nouvelle-Angleterre, de la France, du Japon et de la Belgique et d'ailleurs pour participer aux nombreuses activités et réunions de familles organisées pour l'évènement.



De g. à dr.: André Boudreau, Eddie Richard (père de Zachary et coordonnateur des réunions de familles), Rodrigue Boudreau, prés. de la Société acadienne albertaine remettant un chèque de 500$ à la confédération des familles acadiennes de la Louisiane et Charles Boudreaux, prés. des réunions de familles Boudreaux

Il faut dire qu'en principe, le berceau de l'Acadie se situe au Nouveau-Brunswick, mais que les bases de ce premier congrès ont été jetées ici même à Edmonton, dans les bureaux du Centre Marie-Anne Gaboury par M. André Boudreau, président et instigateur de ce premier congrès. Le tout s'est ensuite transporté à Dieppe, au Nouveau-Brunswick pour faire de ce premier congrès un succès monstre qui a attiré entre 300 000 et 350 000 personnes.

C'est lors de son passage au Nouveau-Brunswick pour ce premier congrès qu'une certaine Madame Babineaux, lieutenant gouverneur de la Louisiane, s'est engagée à en faire une deuxième édition en Louisiane en 1999. Année qui coïncidait avec l'année de la francophonie au Canada et aussi avec le 300 ième anniversaire de l'influence française en Louisiane, alors qu'un certain jour de Mardi-Gras, Pierre Le Moine, Sieur d'Iberville y établissait en 1699 son campement sur le Mississipi.

Pour l'évènement, qui se déroulait du 31 juillet au 15 août dernier, plusieurs activités avaient été organisées allant de réunions de familles qui étaient le coeur du congrès, aux cérémonies d'ouverture et de fermeture en passant par les jumelages, les rapprochements, le Sommet des femmes, conférences et surtout le procès fictif de l'Acadie contre la Couronne britannique. En effet, un certain Warren Perrin, acadien de la Louisiane, qui depuis 7 à 8 ans, poursuit la Reine d'Angleterre pour qu'elle cesse légalement la déportation et qu'elle fasse des excuses publiques pour les affronts faits au peuple acadien.

Pour l'occasion, un tribunal fictif a été instauré avec 12 vrais juges comprenant le français, 8 avocats dont 3 défendaient la Reine d'Angleterre qui a d'ailleurs reçu le verdict des juges en sa défaveur. Cette forme de procès fut parmi les activités du congrès, une des choses qui a eu beaucoup d'impact et qui n'aurait pas été possible sans un premier congrès.



Autre fait intéressant, les réunions de familles qui se déroulaient dans différentes municipalités acadiennes de la Louisiane. On parle d'environ 84 familles se réunissant dans quelques 57 lieux et municipalités différents. À titre d'exemple, les Boudreaux se réunissaient à Nouvelle Ibérie (New Iberia) afin de faire ou refaire connaissance entr'eux et recréer des liens qui n'auraient jamais du être brisés.

La journée du 15 août, fête de l'Acadie, un spectacle grandiose avait été organisé avec la participation d'un des plus célèbres des Acadiens du monde artistique soit Zachary Richard, devant près de 10 000 spectateurs.

«Les organisateurs de ce 2ième Congrès Mondial Acadien ont réussi un véritable tour de force, d'avoir été capables de réunir tout près de 200 000 Acadiens dont entre 20 000 et 30 000 venant du Canada et de la France, en Louisiane» nous disait André Boudreau. «Il ne faut pas comparer l'Acadie du Sud et l'Acadie du Nord, car pour les Acadiens du Sud, les infrastructures et l'aide gouvernementale que l'on connait au Canada sont inexistants chez eux. Le point fort de ces Acadiens, c'est leur très grande expérience des festivals (on peut d'ailleurs comparer cette région du Sud à celle d'Edmonton qui est une ville reconnue pour ses festivals). Ils n'ont pas non plus cette agressivité caractéristique des Acadiens du Nord, et ont encore moins l'influence politique de ceux-ci, et la mentalité américaine n'a rien à voir avec la mentalité canadienne».

En général, la langue maternelle, le français en ce qui nous concerne, est complètement assimilée après deux générations en sol américain. On retrouve encore aujourd'hui environ 200 000 Acadiens au Texas et 800 000 en Louisiane, dont 200 000 disent encore parler le français à la maison. C'est plus que les Acadiens du Nouveau-Brunswick, pour ce pays où c'est la même population francophone depuis 200 ans, et où il n'y a pas d'immigration venant de pays francophones.

Si on prend en considération que le volet touristique de la Louisiane a connu une hausse de 32% de ses visiteurs pour les 3 premiers mois de l'année, et ce sans compter les participants au congrès, on peut dire que ce 2ième congrès mondial aura eu des retombées très importantes pour les Acadiens du Sud. C'est ce qui va probablement changer cette relation de force entre eux et le gouvernement américain, car à partir du moment où une communauté peut apporter quelque chose à son pays, son pays offre en retour sa reconnaissance à cette même communauté. C'est à partir de ce moment qu'une certaine influence se fait sentir, et que peut-être qu'avoir ses écoles d'immersion peut être envisageable afin que les enfants puissent étudier en français. Si aussi, la région attire de plus en plus de touristes francophones, pourquoi ne pas les servir en français etc…

Une chose est maintenant sûre après ce 2ième Congrès Mondial Acadien en Louisiane, l'Acadie du Sud ne sera jamais plus la même. Un prochain congrès en 2004, correspondrait au 400ième de l'Acadie, premier bourg francophone en Amérique et se tiendrait probablement en France mais tout reste encore à être confirmé.

ÉDITORIAL

Le sommet de la francophonie

Moncton était pour quelques jours l'épicentre du sommet de la francophonie. Cette ville de 70 000 habitants, transformée en véritable fourmilière pour l'occasion, avait pour mission d'accueillir quelque 4 000 délégués de 52 pays ayant le français en partage. Ce sommet n'aura laissé personne indifférent pas même la presse anglophone qui, à maintes reprises, n'a pas manqué de souligner *que nombre des États-membres sont dirigés pas des tyrans*. Il est indéniable que les dictateurs garnissent les rangs de cette organisation et que, malgré le thème central sur la jeunesse, la question des droits de l'homme aura marqué ce 8ième sommet.

Ce dernier sommet a encore une fois permis de s'interroger sur la nature et la vocation de ce groupement de pays. À Hanoï, il y a deux ans, on s'était déjà penché sur la question. D'ailleurs, on avait tenté de lui donner une certaine dimension politique en la dotant d'un secrétaire général (Boutros Boutros-Ghali).

Deux ans après, la francophonie semble toujours avoir de la difficulté à se définir politiquement. « Si l'on regarde la liste des membres, l'adhésion aux règles élémentaires de la démocratie et du respect des droits de l'homme n'est pas un critère d'appartenance à l'ensemble francophone (*Le Monde*, vendredi 3 septembre 1999) ». Cependant, au-delà des balbutiements et des tâtonnements, il existe tout de même une volonté de continuer à vouloir se donner une direction politique notamment en confiant le rôle *d'observatoire de la démocratie* à l'Agence internationale de la francophonie. Mais du haut de cet observatoire, la Francophonie acceptera-t-elle, à long terme, de prendre des actions concrètes qui refléteront adéquatemment le rôle qu'elle veut se donner, celui de médiatrice pour la paix et la démocratie?

Outre les droits de la personne, la francophonie mondiale est confrontée à des défis de taille au quotidien. Elle ne dispose pas d'un bassin de population important (quelque 560 millions d'individus, soit 10% de la population mondiale) à comparer au Commonwealth, ni de moyens adéquats pour mettre en oeuvre ses desseins futurs dans la mesure où nombre des pays membres sont très pauvres, pourtant elle a du pain sur la planche. Ne sommes-nous pas à l'ère de la globalisation et de la prédominance de la langue anglaise dans le monde?

Si véritablement, « il n'y a pas de démocratie sans diversité culturelle » comme le disait récemment Boutros-Ghali alors n'est-il pas temps de revenir à la question de la défense de la spécificité culturelle? Car recentrer son action sur la langue et la culture, n'est-ce pas là sa véritable raison d'être?

Si nos chefs d'État veulent avoir une certaine crédibilité auprès des jeunes francophones de la planète, il faudra dans les années à venir les convaincre que la Francophonie a réellement une raison d'être. Afin de leur démontrer « qu'elle n'est pas un club mais un tremplin, un accès au monde, un instrument pour le changer (*Le Devoir*, samedi 28 août 1999) ».

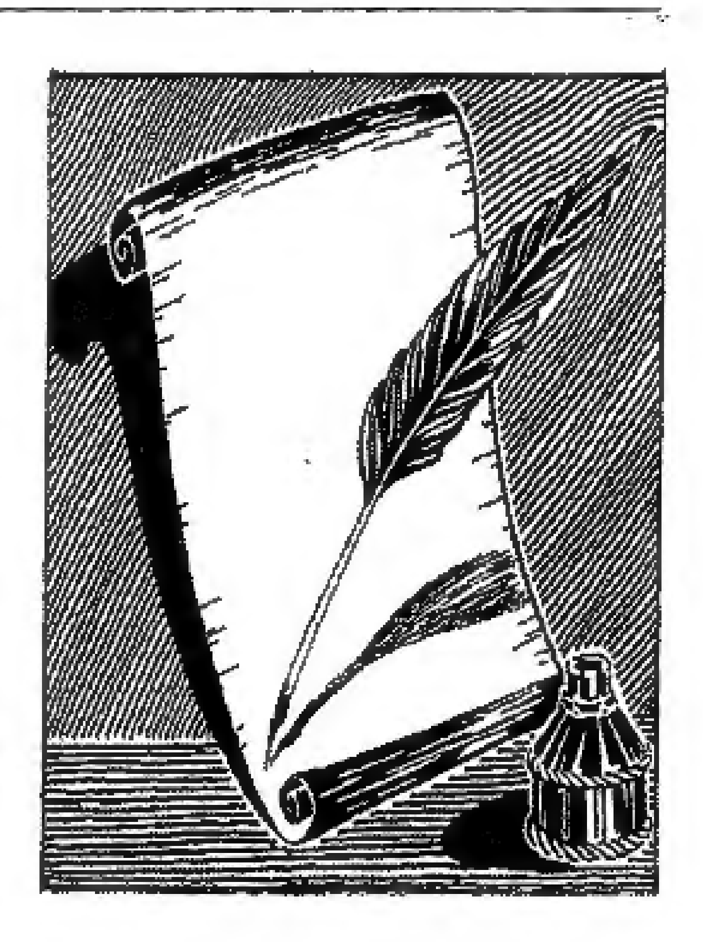
Nathalie Kermoal



COURRIER DES LECTEURS

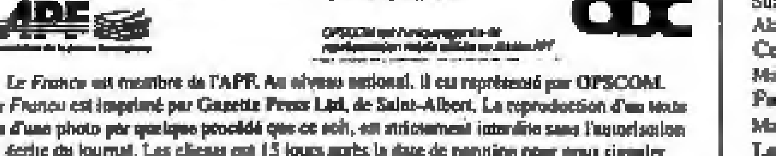
Nous voulons votre opinion

Nous invitons nos lecteurs et nos lectrices à nous écrire pour nous donner leur opinion sur des sujets qui les intéressent ou sur les éditoriaux du journal. Écrivez-nous! Soyez concis dans votre présentation et vos idées. Signez votre lettre et incluez votre numéro de téléphone. Nous publierons toutes lettres signées, pourvu qu'elles respectent l'éthique professionnelle du journal.



Directrice: **Nathalie Kermoal**
Adjointe Admin.: **Micheline Brault**
Infographiste: **Charles Adam**
Journaliste: **Raymond Laroche**





Le Franco est membre de l'APF. Au niveau national, il est représenté par OPSCOM. *Le Franco* est imprimé par Gazette Press Ltd, de Saint-Albert. La reproduction d'un texte ou d'une photo par quelque procédé que ce soit, est strictement interdite sans l'autorisation écrite du journal. Les clients ont 15 jours après la date de parution pour nous signaler des erreurs. La responsabilité pour toute erreur de notre part dans une annonce se limite au montant payé pour seulement la partie de l'annonce qui contient l'erreur, si l'erreur est celle du *Franco*.

Le Franco

Courriel: lefranco@francalta.ab.ca

Correspondants:

Calgary
Suzanne de Courville Nicol
Alain Bertrand
Centralta
Maria Blanchet
Fort McMurray
Mauricio Rivera
Lethbridge
Mireille Rochon
Bonnyville/Cold Lake
Raymond Michel
Plamondon
Joël Lavoie
Denise Lavallée
Red Deer
Serge Gingras
Rivière-la-Paix
Noëlla Fillion
Patrick Henri
Saint-Paul
Michèle Routhier

Régional en bref

Calgary

Activités au centre de ressources et de formation

Le Centre de ressources et de formation de Calgary offre à la population plusieurs activités pour les mois de septembre et octobre 1999. Le centre est situé au 14, 2512-4th Street NW Calgary. Les activités proposées sont : Théâtre de marionnettes, le 17 septembre de 10h00 à 11h30, Heure de contes pour les tout-petits (2 à 3 ans), du mardi 21 septembre au 19 octobre de 9h30 à 10h15, Heure de contes pour les grands (4 à 5 ans), du mardi 21 septembre au 19 octobre de 11h30 à 12h15, Ateliers de relaxation énergétique, pour adultes, du mardi 15 septembre au 5 octobre, Cours de tricot pour adultes, du 15 septembre au 6 octobre de 9h15 à 10h00. À noter que tous les deuxièmes lundi et jeudi de chaque mois, le Centre se déplace à la Cité des Rocheuses de 10h00 à 15h00. Pour plus d'informations, 217-2181

Edmonton

Le gouvernement fédéral donne son appui à l'aéroport du centre-ville d'Edmonton pour l'amélioration de ses infrastructures.

Avec le support du gouvernement fédéral, Edmonton Airports pourra mettre de l'avant son plan de reconstruction de la piste d'atterrissage 12/30 de l'aéroport du centre-ville d'Edmonton. Anne McLellan, ministre de la Justice et procureure générale du canada et députée d'Edmonton-Ouest, a annoncé, le 2 septembre dernier au nom du ministre des Transport David Collonette, une subvention de 718 350 $ afin d'améliorer la sécurité de l'aéroport. La piste 12/30 a été construite en 1942, et sa rénovation permettra, en plus du resurfaçage, d'améliorer la canalisation située sous la piste et qui contient le système électrique de l'aérodrome. La piste 16/34 quant à elle, fut reconstruite en 1997 au coût de 700 000$. Ce projet procurera environ 25 emplois sur une période de 4 semaines. 80 000 passagers sont passés par l'aéroport du centre-ville d'Edmonton en 1998, ce qui la place en tête de liste des aéroports commerciaux au Canada par nombre de passagers. L'aéroport du centre-ville d'Edmonton loge 45 compagnies, incluant des transporteurs publics et corporatifs, des services médicaux, des opérations cargo, des opérations militaires, des entreprises de réparation et de location et compte plus de 600 employés.

Permis de chasse aux oiseaux migrateur 1999

Il est à noter qu'à l'avenir, les bureaux de Postes Canada seront les principaux points de vente des permis de chasse aux oiseaux migrateurs pour tous les chasseurs de gibier d'eau de l'Alberta. Le Service canadien de la faune d'Environnement Canada régit la chasse des oiseaux migrateurs en vertu de la Loi sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs. Il est strictement illégal de chasser des oiseaux migrateurs sans être muni d'un permis fédéral.

Mise en garde concernant l'utilisation du nécessaire de traitement d'urgence de l'anaphylaxie Ana-Kit

Santé Canada tient à informer les consommateurs du nécessaire de traitement d'urgence de l'anaphylaxie Ana-Kit de retourner immédiatement ces produits à la pharmacie pour demander un remplacement sans frais. Ces produits sont utilisés dans le traitement des réactions allergiques graves, voire mortelles. Il est important de remarquer que le devant de l'emballage du nécessaire Ana-Kit porte le logo de Bayer inc. Six lots ont été volontairement retirés du marché. Au Canada, il s'agit des lots :AK346(O), AK347(B), AK348(D,E,J, K,L,M,O,P,S,T,U,V,W,X), AK349(C,D,E), AK356(D,E), AK359(S,T). Ces lots sont retirés du marché parce qu'on a trouvé que quelques-uns de ces produits étaient moins puissants, c'est-à-dire qu'ils pourraient ne pas être efficace à 100% et ne pas fournir une dose suffisante d'épinéphryne pour traiter efficacement une réaction allergique aiguë (réaction d'anaphylaxie). S'il s'avérait impossible de remettre immédiatement aux patients un produit de remplacement Ana-Kit, ces derniers devraient communiquer immédiatement avec leur médecin ou leur pharmacien qui les informera des produits de remplacements possibles.

Elections partielles au Conseil scolaire Centre-Nord

Le Conseil scolaire du Centre-Nord a tenu une réunion extraordinaire pour prendre connaissance de l'arrêté ministériel du premier septembre 1999 concernant la gestion scolaire. Par ordre du ministre, le Conseil sera composé de sept membres : cinq de la région urbaine d'Edmonton, St-Albert et Legal, un de Red Deer et un de Fort McMurray. Le ministre a nommé Claude Duret pour représenter Red Deer et Léo Parent pour représenter Fort McMurray. Leur mandat à titre de conseiller scolaire prend effet immédiatement. Cette décision du ministre de l'Apprentissage confirme le transfert de l'autorité scolaire du Centre Boréal à Fort McMurray au Conseil du Centre-Nord. De plus, les conseillers ont déclaré une élection partielle pour remplacer Denis Tardif qui a du démissionner afin d'accepter le poste de directeur du Secrétariat aux affaires francophones du gouvernement de l'Alberta. Cette élection aura lieu le lundi 25 octobre 1999 aux 11 écoles du Conseil scolaire du Centre-Nord. Tout parent d'enfants de la 1ère à la 12ième année fréquentant une des écoles du Conseil, a le droit de voter. Les annonces pour les mises en candidature et les documents d'information à cet effet seront publiés à la mi-septembre.

Attention poètes et jeunes poètes du Canada

La Confrérie des Poètes canadiens invite tous les poètes canadiens de tous les styles à soumettre leurs meilleurs poèmes à l'occasion du Concours National de la Poésie. Ce concours est la plus grosse compétition du genre au Canada. Des prix en argent de 1000$, 750$ et 500$ seront attribués aux meilleurs poèmes, et les 50 meilleurs seront conservés pour être publiés à l'intérieur d'un volume de collection annuel publié conjointement par les Presses Ronsdale et la Confrérie des Poètes canadiens. Tous les envois pour le concours de cette année ne devront pas être oblitérés plus tard que le premier novembre 1999 et doivent inclure les frais d'inscription. Dans le même ordre d'idées, la compétition Poésie Jeunesse Canada invite tous les jeunes poètes canadiens de niveau 7-9 et 10-12 à soumettre aussi leurs poèmes. Des prix de 500$, 350$ et 250$ seront attribués pour chaque catégorie. De plus, les poèmes gagnants seront publiés à l'intérieur du volume annuel publié par les Presses Ronsdale et distribué aux librairies à travers le Canada. Tous les envois devront être entrés avant le 15 novembre 1999 incluant les frais d'inscription. Tous les détails du concours sont disponibles au : www.poets.ca, Email : league@ican.net, ou League of poets, 54 Wolseley St, Toronto, Ontario, Canada M5T 1A5, tel : 416-504-1657, fax :416-504-0096.

Au revoir Dominic

DENISE LAVALLÉE

Plamondon

«Dominic avait une façon de faire tout le monde se sentir bienvenu dans son entourage. Avec un tel regard, quelque fois un sourire, ou encore avec des caresses, il avait l'habileté de me faire sourire même quand tout allait mal». C'est un extrait du texte de Natalie Ménard, présenté lors d'une cérémonie commémorative pour Dominic Piquette.

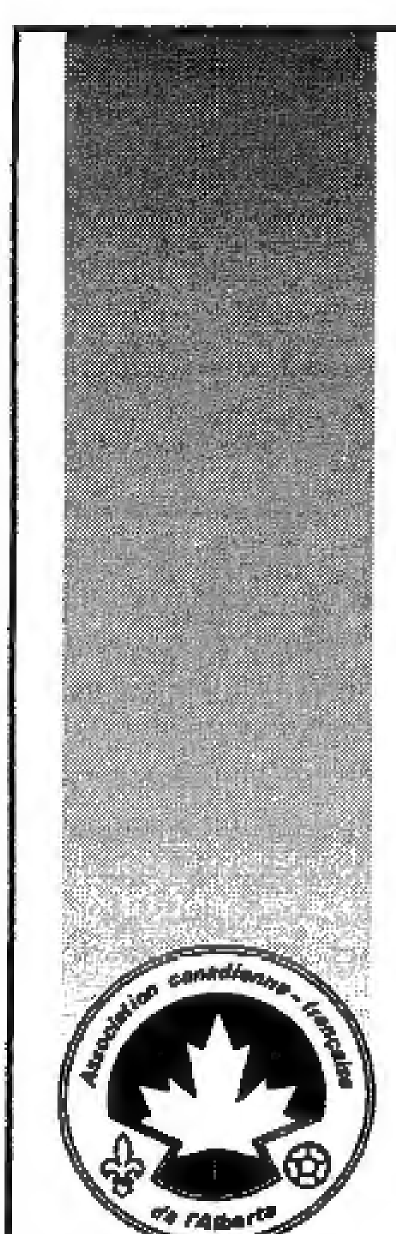
115 élèves de l'école Beauséjour à Plamondon se sont réunis vendredi dernier pour rendre un dernier hommage à leur ami Dominic. Il est décédé à l'âge de 15 ans à la suite d'un accident le 23 août dernier. Il était le fils de Mary et Léo Piquette de Plamondon. Il devait commencer sa 10ième année à l'école Beauséjour.

Dominic s'impliquait beaucoup dans la vie scolaire et dans les activités parascolaires. Il était comédien, musicien et athlète. À l'école et dans la communauté, Dominic décrochait souvent les premiers rôles dans les pièces de théâtre. Il jouait également du piano et était bariton. Il était membre de l'équipe de soccer et grand amateur de ski alpin. Il aimait beaucoup participer aux rencontres provinciales organisées par Francophonie jeunesse de l'Alberta. Dominic Piquette avait beaucoup d'amis à l'école Beauséjour, à l'école Plamondon School, à l'école du Sommet à Saint-Paul et à l'école Voyageur de Cold Lake. Ces élèves sont venus partager leur peine et leurs prières aux funérailles.


photo: Denise Lavallée

Les élèves du secondaire de l'école Beauséjour ont tout de même voulu organiser leur propre cérémonie pour célébrer, à leur façon, sa mémoire. Au début, le maître de cérémonie, Caleb Cameron, a invité chacun des élèves du secondaire à dire quelques mots. Ensuite, il y a eu une présentation vidéo soulignant ses exploits théâtraux. Les élèves du secondaire ont signé tour à tour leur nom sur une chemise et ils ont invité les élèves du primaire à faire de même sur une banderole.

Traditionellement, pour souligner un évènement tragique, on observe une minute de silence. Mais parce que Dominic était un élève bruyant, farceur et plein de joie de vivre, les élèves ont choisi de faire une minute de bruit. Même si Dominic n'est plus physiquement avec sa famille et ses amis, il est évident qu'il vivra toujours dans leur coeur.



Candidatures à la présidence de l'A.C.F.A.

Voici la résolution qui a été acceptée à l'assemblée générale annuelle de l'A.C.F.A. le 17 octobre 1998 pour les candidatures à la présidence de l'A.C.F.A. :

«Que les candidatures à la présidence soient connues deux semaines avant l'assemblée générale annuelle. Si aucun.e candidat.e ne se présente, la mise en candidature demeure ouverte jusqu'à l'assemblée générale annuelle.»

En conséquence, le Comité de mise en candidature demande à tous les candidat-es à la présidence de l'A.C.F.A. de compléter un formulaire de candidature d'ici 16 h 30 le 1er octobre prochain. Si aucune personne ne dépose un bulletin de candidature par 16 h 30 le 1er octobre, la mise en candidature demeurera ouverte jusqu'à l'assemblée générale annuelle 16 octobre 1999.
Si par contre, au moins une candidature est reçue par le Comité de mise en candidature au plus tard à 16 h 30 le 1er octobre, les candidatures seront closes et aucune autre candidature pourra être reçue après 16 h 30 le 1er octobre ou à l'assemblée générale annuelle.

Pour obtenir un formulaire, veuillez communiquer avec Lyne Lemieux au (780) 466-1680, par télécopieur au (780) 465-6773 ou par courrier électronique au l.lemieux@francalta.ab.ca.

Le Comité de mise en candidature

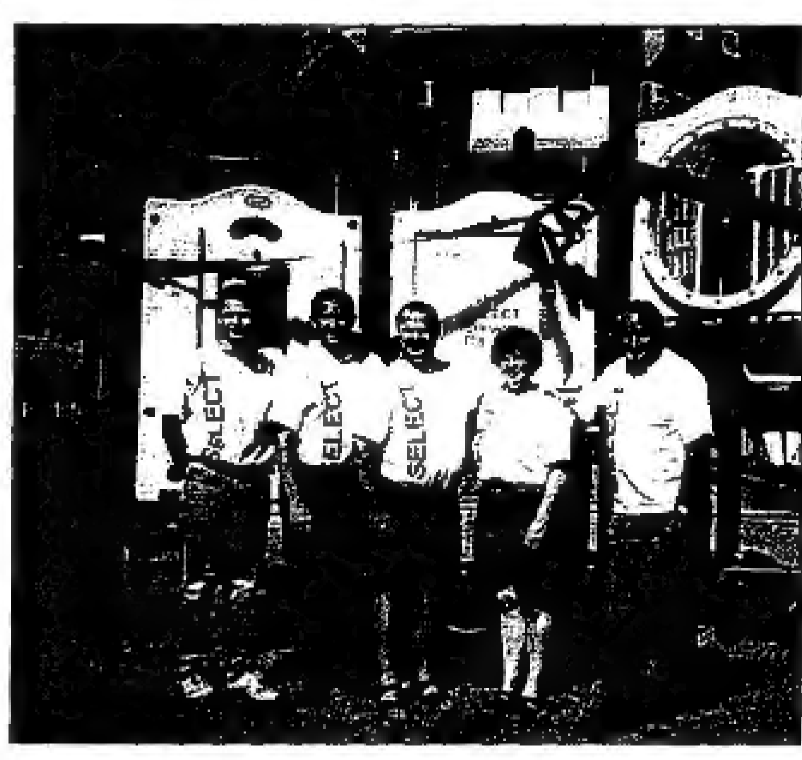
Deux nouveaux terrains de jeu à Guy et Girouxville grâce au concours «Select Sunshine Playground »

RAYMOND LAROCHE

Girouxville/Guy

Depuis quelques années, Rhône Poulenc Canada, une compagnie spécialisée dans le développement de produits de protection de récoltes pour les agriculteurs de l'Ouest du Canada, offre aux communautés, par le biais de leurs clients, la possibilité de participer au concours «Select Sunshine Playground ».

Cette initiative donne à Rhône Poulenc Canada l'opportunité d'être activement impliquée au mieux-être des communautés avec lesquelles elle fait des affaires, et faire partie intégrante de la vie rurale du Canada. Le concours consiste en six tirages parmi tous les clients participants (dans ce cas-ci les agriculteurs), d'ensembles complets d'équipements de terrains de jeu, installés dans la communauté choisie par le ou les gagnants. Ces équipements ont une valeur de 20 000 $ chacun. L'année dernière, 6 nouveaux terrains de jeu ont été construits à Leduc et Delia en Alberta, Lanigan et Lampman en Saskatchewan et Portage La Prairie et Rapid City au Manitoba. Le programme a connu un tel succès quant à la participation que la compagnie a décidé de réitérer cette expérience.



Les heureux gagnants du terrain de jeu à Girouxville

Parmi les milliers de bulletins de participation de cette année, deux des six gagnants de ces terrains de jeu sont la communauté de Girouxville et de Guy (tout près de Falher). C'est suite à des achats de produits de la compagnie, chez Merlot Ag. Services Ltd de Girouxville que M. Ray Côté de Whitemud a pu participer à ce tirage et gagner un des prix qu'il a choisi de faire installer à Girouxville. En plus, chaque détaillant d'où provenait le billet gagnant, se voyait attribuer un montant de 1000 $ qu'il devait remettre à un organisme de son choix. Merlot Ag. Services a choisi le Musée de Girouxville.

Pour la municipalité de Guy, le même équipement de terrain de jeu a été installé au Centre communautaire de Guy grâce à M. Darcy Tokarz (de la même municipalité) qui avait fait ses achats au United Farmers of Alberta, qui lui, a fait une donation de 1000 $ au Hamelin Leiding Memorial Park.

Les autres gagnants étaient; Brad Dunser de Medstead et Gérald Girodat de Shaunavon en Saskatchewan, Valerie Huffelman de Le Pas et Michel Martel de St-Léon au Manitoba.



Le programme de soins à domicile: comment ça marche

Le *Public Health Act* qui régit les soins à domicile en Alberta est entré en vigueur en 1985 et a été modifié en 1995. Cette loi provinciale fournit les lignes directrices pour tous les soins à domicile en Alberta.

Les services de santé à domicile remplacent souvent les soins qui étaient auparavant fournis dans les hôpitaux. Ils permettent aux gens et à leur famille de rester indépendants chez eux aussi longtemps que possible et aident parfois à prévenir le placement en institution.

Les services compris sont; a) les soins personnels comme l'assistance avec le bain, le petit déjeuner, et comment prendre les médicaments, b) les services de réadaptation, tels que l'ergothérapie, la physiothérapie et la thérapie respiratoire; c) les services infirmiers; et peuvent aussi comprendre les travailleurs sociaux. Ces services sont financés par Alberta Health peu importe le revenu du client. Mais, on peut les recevoir seulement à la suite d'une évaluation et si le programme détermine qu'il y a bel et bien un besoin.

La loi fait aussi référence aux services de travaux domestiques, mais ces derniers sont fournis différemment dans chacune des dix-sept régions de santé de la province, selon les politiques et les budgets locaux. Dans certains cas, les clients peuvent s'attendre à devoir partager le coût de ce service selon leurs revenus.

Les critères d'admission au programme de soins à domicile établis par le *Public Health Act* de l'Alberta sont les suivants :

- La personne est résidente de l'Alberta selon la définition de *Alberta Health Care Insurance Act*.
- La personne a été évaluée par un professionnel de la santé qualifié et jugée comme ayant besoin de service de soins de santé ou d'appui.
- Le domicile de la personne convient aux soins de santé à domicile ou aux soins d'appui.
- Le programme est la façon la plus appropriée de fournir la quantité, le niveau et le type de tout service de soins de santé ou de soins d'appui requis par cette personne.
- Les ressources et le budget du programme suffisent pour répondre aux besoins déterminés de cette personne
- La personne n'a pas besoin des services d'un professionnel de la santé 24 heures par jour de façon continue.

Il est possible que chaque région élabore des critères supplémentaires selon son budget et la disponibilité du personnel.

En général, les soins à domicile sont offerts aux personnes de tout âge qui sortent de l'hôpital et qui ont besoin de services à court terme, ou encore aux personnes avec déficiences à long terme. Ces soins sont aussi offerts aux personnes mourantes qui choisissent de rester à la maison le plus longtemps possible ou encore de mourir chez elles.

Comment s'inscrire: on peut se recommander soi-même ou encore recommander un proche au *Home Care Program*. Il suffit d'appeler le programme local et un ou une professionnelle de la santé prendra votre appel. À ce moment, un processus de sélection préliminaire téléphonique sera fait. Par la suite, si la personne a en effet des besoins qui répondent aux critères des conseils régionaux de santé, une évaluation plus précise des besoins sera complétée par un professionnel de la santé. Elle peut contenir une évaluation psychosociale, une évalua-tion physique, ainsi qu'une évaluation de l'environne-ment physique et social du client. Cette évaluation se fait durant une entrevue à la maison et porte sur la santé du client et sa situation fami-liale et sociale. Les profes-sionnels de *Home Care* travaillent de concert avec les médecins et les autres mem-bres de l'équipe de soins.

Si le client désire plus de services que le programme peut fournir, il peut se prévaloir des services d'une agence privée ou encore il peut demander à ses amis ou à sa famille de l'aider.

Il va sans dire que les soins à domicile sont basés sur une évaluation des besoins. Si la situation du client se détériore, il aura accès à plus de services.

Parfois, *Home Care* ne peut pas offrir le genre de soins dont la personne a besoin. Dans ces situations, le personnel référera le client là où les soins appropriés sont offerts, par exemple, les services sociaux, l'hôpital, les foyers, les maisons d'accueil ou encore les centres de soins de longue durée.

Saviez-vous que....

Il y a du personnel de soins à domicile qui parle français dans les régions de Rivière-la-Paix, Edmonton, Bonnyville/Cold Lake et Saint-Paul. Il est possible qu'il y en ait dans d'autres régions. Demandez les services en français!





SPÉCIAL JEUNES

Dans l'esprit du 8ième sommet de la Francophonie dont le thème portait sur la jeunesse, *Le Franco*, en collaboration avec l'Association de la presse francophone, le ministère des Affaires étrangères du Canada, l'Ambassade de France à Ottawa et l'agence de presse Syfia vous propose une découverte de la francophonie mondiale par le biais de huit textes ainsi que d'une bande dessinée sur le thème de la jeunesse. Bonne lecture.

En France, *Stop la violence*, stop les clichés

DENISE WILLIAMS (COLLABORATION SPÉCIALE SYFIA)

FRANCE

En France, les jeunes des banlieues défavorisées se sentent enfermés dans une image, enfermés dans leur quartier. Rencontre à Montpellier, dans le sud de la France, avec des garçons qui veulent s'en sortir. Avec et comme les autres !

Le quartier de la Paillade à Montpellier n'aura peut-être jamais les tristes honneurs du journal télévisé: voitures en feu sur fond de tours, jeunes fous de rage parce qu'un des leurs a été abattu par un policier ou, en larmes, derrière un cercueil. *« Nous, on n'a pas encore eu ça*, lâche, très calme, Taibi. *Il faut pas attendre que ça arrive »*. Jamel et Bekkay, 18 ans eux aussi, approuvent. Tous trois font partie de l'association « *Montpellier contre la violence* », un des tout premiers collectifs *Stop la violence* créés en France depuis le début de l'année (cf. encadré).

« On sait que pour une petite histoire entre des personnes, ça peut partir à coups de couteau, dit Jamel. *Mais faut pas généraliser. C'est une minorité qui fout la merde. Nous, on les connaît. On en a moins peur que les autres. »* Mais cette « *minorité* » est très voyante, aussi voyante que les grandes tours de la Paillade sur les hauteurs de Montpellier. À la suite de la guerre d'Algérie, les premiers immeubles ont été construits dans les années soixante pour loger les rapatriés de l'ex-colonie française. Sont arrivées quinze ans plus tard les familles immigrées du Maghreb puis d'Afrique de l'Ouest.

Les étages se sont empilés et avec eux les problèmes. Ingérables, cinq des plus hautes tours sont d'ailleurs vouées à la démolition d'ici 2003. Mais dans ce quartier de plus de 30 000 habitants, où vivent de nombreuses familles d'immigrés, on trouve aussi des pavillons neufs aux couleurs pastels, des immeubles fraîchement repeints en rose et vert tendres, un lac avec un sentier et le fameux stade de la Mosson qui, en 1998, a accueilli plusieurs matches de la Coupe du monde de soccer.

En cet après-midi d'été, la Paillade est tranquille, écrasée de chaleur, juste un peu plus déserte que d'habitude. Beaucoup de familles sont parties au « bled », au Maroc, comme chaque été pour celles qui le peuvent.

« On n'est pas tous pareil ». *« On n'est pas là pour dire que dans les quartiers il n'y a pas de vol, de violence ou de drogue*, reconnaît Rachid, le président de l'association. *On est conscient qu'il y a ces problèmes. Mais pour eux* (ndlr : la télévision) *c'est tout le monde, et nous, on veut montrer que c'est pas vrai. La plupart des gens, ici, ils essaient de s'en sortir. On n'est pas tous pareils. »* Son entrée en uniforme de policier dans la grande salle vide de la « *Maison pour tous* » ne passe pas inaperçue. Rachid tourne dans un film de fiction amateur. Dans la vie, il n'est pas flic mais éducateur dans une école.

L'objectif de ce film, tourné avec les moyens du bord, est de montrer autre chose que ces « *images qui font mal* » : des petits trafiquants de drogues, des filles apeurées... C'est une histoire d'amour entre un garçon blanc et une jeune arabe journaliste qui décide de faire un reportage sur la cité. Rebondissements à la clef. « *Faut que j'y retourne pour l'arrestation.* » Le tournage n'attend pas. « *Poulet !* », rigolent les copains de Rachid.

« Dans le quartier, la plupart sont tranquilles, enchaîne Bekkay. *Ils vont au collège, au lycée ou bien ils travaillent mais, c'est vrai, il y en a qui tiennent les murs* (ndlr : qui ne font rien) ». Jamel, chanteur à ses heures, cherche un travail en alternance avec ses études. Il parle avec aisance. Pour lui, l'important c'est que les autres se disent: « *Tiens ! Il n'y a pas que des sauvages à la Paillade* ». « *En ville, quand je rentre dans un magasin, les gens me regardent comme si j'allais voler. Même si on n'en a pas l'intention, on se sent mal. »*

Bekkay poursuit: « *Dans les boites de nuit, c'est pareil. Personne ne nous laisse rentrer* ». « *Moi j'essaie même pas*, poursuit Jamel. *Beaucoup de mes copains l'ont fait. Ils sont pas rentrés* ». Bekkay insiste: « *Et pour chercher un boulot. On te demande '- Tu viens d'où ?'. '- De la Paillade.' 'Bon, on n'a pas de place'* ». Jamel, qui tient aussi à éviter les généralisations dans l'autre sens, corrige: « *C'est pas général mais c'est majoritaire* ». Réservé et attentif, Taibi résume: « *Faut enlever les clichés* ». À la rentrée, il ira étudier l'informatique dans un institut universitaire de technologie.

Bekkay comprend ceux du quartier « *qui n'ont plus rien à perdre* », mais sans les excuser pour autant. « *Ce ne sont pas forcément ceux qui viennent des familles les plus en difficulté. Ils n'ont pas de raison de faire ça. Ils ont tout chez eux. Mais l'image du méchant, c'est bien. Ils veulent des sous, une belle voiture.* Question : « *- Et vous, ça ne vous fait pas envie* ». « *On y a pensé mais on l'a pas fait. On a choisi notre route. On s'est dit qu'en travaillant on pouvait y arriver* ». Bekkay nuance: « *Si on n'avait pas la religion, on serait peut-être pire qu'eux* ». Une religion, l'islam, héritée des parents ou des plus grands, forte en valeurs mais « *modérée* », précise Jamel.

« Déjà, discuter, c'est bien ! ». Pour ceux qui sont pris dans le « business », c'est-à-dire les trafics, il est sans doute trop tard. Quant aux plus jeunes qui commencent à dévier, la dizaine de garçons et de filles de l'association espère bien réussir, à en « *ramener sur la bonne route* ». Ils l'ont déjà fait pour certains. « *Déjà, discuter, c'est bien !* », répètent-ils.

suite en page 10...

MAX MÉDIA ATTEINT DES SOMMETS!

SCÉNARIO ET DESSINS : PAUL ROUX



À suivre...

Construction de Défense Canada — Defence Construction Canada

PRÉQUALIFICATION DES ENTREPRENEURS RELATIVEMENT À DES SERVICES D'ENTRETIEN ET D'AMÉLIORATION MINEURE DES LOGEMENTS FAMILIAUX AU CAMP WAINWRIGHT

En tant qu'Agence spéciale du ministère de la Défense nationale (MDN), l'Agence de logement des Forces canadiennes (ALFC) est responsable de gérer les logements familiaux du MDN, y compris la provision des services d'entretien et d'amélioration mineure.

Au nom de l'ALFC, Construction de Défense Canada (CDC) lance un appel de déclarations d'intérêt auprès des entrepreneurs locaux pour établir l'admissibilité des candidats à un appel d'offres visant des travaux d'entretien et d'amélioration mineure pour environ 125 logements familiaux au Camp Wainwright. Les accords d'offre permanente (AOP) seront attribués aux entreprises retenues aux fins de la prestation de services "au fur et à mesure des besoins" pendant deux ans, soit du 1er avril 2000 au 31 mars 2002. Les AOPs ne garantiront aucune quantité minimale de travail. CDC lancera, au nom de l'ALFC, un appel d'offre en janvier 2000. Cette préqualification pourrait également être en effet pour l'entretien en vrac – des projets de l'ALFC d'une valeur jusqu'à 60 000 $.

Le travail d'entretien et d'amélioration mineure dépendra de la nature du travail variant des demandes d'urgence jusqu'à un temps de réponses spécifiées dans les domaines suivants : appareils ménagers, béton et asphalte, travaux de charpente, travaux d'électricité, réparation des fondations, tonte du gazon, chauffage (y compris climatisation d'air, chaudières et montage d'installation au gaz), nettoyage, aménagement paysager et entretien d'arbres, lutte contre les insectes et les animaux nuisibles, travaux de déneigement, travaux de plomberie, travaux de peinture, toitures et planchers en vinyle et tapis.

Ce marché intéressera surtout les petites entreprises 'locales'. Une entreprise est considérée comme étant 'locale' si un déplacement en voiture entre son bureau d'affaire et le site de logements familiaux est réalisable en dedans d'une heure. Les entreprises qui se jugent qualifiées à assurer des services d'entretien et d'amélioration mineure, dans l'un ou plusieurs des domaines énumérés ci-haut, doivent communiquer avec l'ALFC à l'adresse ci-dessous pour obtenir le formulaire d'appel de déclarations d'intérêt.

Agence de logement des Forces Canadiennes
du Camp Wainwright
C.P. 144
Denwood (Alberta)
T0B 1B0
Attn : Donna Artindale
Tél : (780) 842-6843
Télécopieur : (780) 842-5849

Les déclarations d'intérêt doivent être présentées au bureau indiqué ci-dessus d'ici 15 h (heure locale) le vendredi 17 septembre 1999. Les documents transmis par télécopieur seront acceptés.

Canada

(France) suite de la page 9...

Enfermés dans une image, les jeunes de la Paillade le sont tout autant dans ce quartier où ils sont nés. L'ennui leur pèse mais aussi le manque de contacts avec l'extérieur. Comme un mur invisible. La venue des Parisiens de l'association *Stop la violence* a été pour eux un grand bol d'air. De même que leur expédition à Paris pour la grande manifestation des jeunes des banlieues, en mai dernier. *« Même aller à Jacou ou à Lunel, on est déjà contents. »* Le groupe de Jamel, Bekkay et Taibi est intervenu dans ces villages tout proches de Montpellier comme elle le fera dès la rentrée dans les écoles, les collèges, les centres sociaux ...

Les trois amis insistent beaucoup sur le besoin de *« bouger, de rencontrer d'autres personnes, d'oublier un peu le quartier ».* Jamel pense que, pour que le mouvement réussisse, il faut vendre l'idée aux jeunes: *« Leur faire envie, leur montrer qu'ils vont pouvoir sortir, voyager un peu. À force, à force, ils vont se sentir concernés. Comme nous au début. C'est obligé, s'ils trouvent leur intérêt ça marchera. Sinon, ils viendront pas ».*

Situation géographique: Même si elle est 18 fois plus petite que le Canada,

la France est le plus grand pays d'Europe de l'Ouest. Elle est la deuxième puissance agricole du monde, derrière les États-Unis.

S'entre-tuer pour un mot de travers

Le mouvement *Stop la violence* est né dans la banlieue parisienne après la mort de Stéphane, 22 ans, poignardé le 14 janvier dernier au cours d'une « banale » bagarre entre bandes. Choqués par l'absurdité de cette mort, une de plus, une de trop, des jeunes de sept cités acceptent le dialogue et rédigent un manifeste en dix points contre les violences quotidiennes, physiques ou verbales. L'objectif: que les jeunes de partout, mais surtout de ces 200 quartiers de France dits « sensibles », parlent mieux entre eux et arrêtent de s'agresser ou même de s'entre-tuer pour un regard ou un mot de travers.

Le mouvement, relayé par les médias et surtout *Radio Nova*, très écoutée par les jeunes, compte à présent entre 30 et 40 collectifs dans toute la France. « *Ce qui nous a plu,* dit Jamel, *c'est que c'était des jeunes qui faisaient ça. C'était pas les institutions. On avait plus confiance* ». Adultes s'abstenir. Les jeunes veulent agir et régler ces problèmes-là entre eux.

Le 29 mai dernier, *Stop la violence* avait appelé tous les jeunes à venir manifester à Paris.

Réussite ou échec ? « *Au départ, nous étions 30 fous furieux,* rappelle Eva. *À la manif, il y avait tout de même 2000 jeunes qui sont venus des banlieues alors que d'habitude ils sont plutôt en queue de cortège à casser les vitrines. Ça a été une journée fraternelle.* »

Le manifeste

1/ Ca peut plus durer comme ça.
2/ Respect ? On se parle sur un autre ton.
3/ Pas besoin de sa bande pour se parler.
4/ Rendre la justice, ça devrait être merveilleux !
5/ Pas de pouvoir aux crapules.
6/ Les armes, ça ne protège de rien. Au contraire.
7/ Les mecs qui frappent les filles sont des impuissants.
8/ Quand on casse, c'est toujours nous qui payons.
9/ Il faut savoir contre quoi on se révolte.
10/ Un échec ? C'est pas pour ça qu'on est victime.

La France en bref ...

Capitale: Paris
Population: 58,4 millions d'habitants

Langues: Français

Le projet sur les loups des Rocheuses centrales *

Le projet sur les loups des Rocheuses centrales traite de l'utilisation que font les loups de l'habitat dans les terrains montagneux et de l'impact de l'activité humaine sur les loups. Depuis 1987, la première année où un collier émetteur a été fixé au cou d'un loup au parc national Banff, les activités entreprises dans le cadre de ce projet ont pour but de fournir un moyen de mieux comprendre notre relation avec les loups.

Le projet a été mis sur pied après que plusieurs bandes de loups se soient établies dans le parc national après une absence d'une trentaine d'années. Des colliers émetteurs ont été fixés au cou de certains loups afin de déterminer l'emplacement de leur territoire et de définir les relations entre les prédateurs et les proies. Par exemple, l'activité humaine a été interdite avec succès dans les régions qui entourent les aires de liteau pendant les périodes cruciales de mise bas dans plusieurs secteurs du parc national de Banff.

À l'heure actuelle, huit loups de quatre bandes des parcs nationaux Banff et Kootenay portent des colliers émetteurs.

Wolf Awareness Inc., un organisme sans but lucratif qui appuie les activités de sensibilisation et de recherche portant sur le loup, collabore au projet sur les loups des Rocheuses centrales. Pour plus de renseignements concernant le projet sur les loups, visitez le site http://www.passageway.com/mtquest/wolfproj.htm.

* Tiré de Commission sur l'intégrité écologique des parcs nationaux du Canada, Vol. I Numéro 3, juillet 1999





C'est le 19 avril dernier, sous la direction des Entreprises EFE Ltée, que le Centre de services à l'emploi ouvrait ses portes au grand public.

Situé dans La Cité francophone, Le Centre a pour objectif d'apporter de l'aide aux francophones qui sont à la recherche d'un emploi. Le Centre est subventionné par le gouvernement provincial et vient en aide à sa clientèle par le biais de conseillers, de cours et de programmes.

C'est donc le mercredi 22 septembre prochain, à 11 h, à La Cité francophone, qu'aura lieu l'inauguration du Centre. Cet événement sera souligné au moyen d'une conférence de presse, laquelle sera suivie de la présentation des dignitaires invités, de la coupure du ruban et d'une visite des nouveaux locaux.

8527, rue Marie-Anne-Gaboury • bureau 120 • Edmonton, Alberta • T6C 3N1
Téléphone : (780) 462-0502 • Télécopieur : (780) 450-1253

L'hebdomadaire *Le Courrier de la N.-É.* est
À LA RECHERCHE D'UN(E) INFOGRAPHISTE

Le Courrier de la Nouvelle-Écosse est à la recherche d'une personne pour occuper le poste d'infographiste. Vous êtes une personne fiable, soucieuse de la qualité de votre travail et vous savez bien gérer votre temps. Vos valeurs reflètent votre engagement envers le travail en équipe et le développement de l'entreprise. Vous aimez les défis et vous avez la capacité de travailler de façon autonome.

DESCRIPTION DU POSTE:
- montage des promotions et annonces publicitaires selon les exigences des clients et de la direction,
- montage du journal selon les exigences de la rédaction,
- archivage des annonces et du matériel graphique en filière et sur disquette,
- coordination et réalisation de contrats commerciaux d'infographie,
- montage et design graphique pour les besoins internes de l'entreprise.

QUALITÉS RECHERCHÉES:
- maîtrise de l'environnement informatique *Macintosh*,
- maîtrise des logiciels de mise en page et de graphisme y compris *Adobe Pagemaker, Illustrator, Photoshop, Microsoft Word*,
- une connaissance d'Internet serait un atout,
- diplôme et (ou) expérience en infographie et en montage d'un journal
- une personne fiable, soucieuse de la qualité de son travail qui aime les défis, et qui travaille bien en équipe,
- disponibilité à travailler selon un horaire flexible.

LIEU DE TRAVAIL: Yarmouth (N.-É.)

ENTRÉE EN FONCTION: immédiatement

SALAIRE: à négocier selon les compétences

Faites parvenir votre curriculum vitæ, ou communiquez par téléphone, à la

Directrice générale
Le Courrier de la Nouvelle-Écosse
C.P. 4, 236B, rue Water
Yarmouth (N.-É.) B5A 4P8
Tél.: (902) 742-9119
Téléc.: (902) 742-9110
Courriel: nouvelles@lecourrier.com

La Société du crédit agricole est une Société d'État progressiste qui fournit des services financiers à la collectivité et à l'industrie agricoles du Canada. L'importance qu'elle accorde à son personnel crée un milieu de travail à la fois stimulant et innovateur. Les postes sont situés à Regina et Calgary.

Directeur ou directrice des comptes, Agri-entreprises

Vous serez responsable de l'application de stratégies ciblées de marketing pour l'unité commerciale d'Agri-entreprises, incluant la recherche et l'analyse de nouvelles entreprises ou initiatives agricoles ainsi que l'établissement de nouvelles relations d'affaires. De plus, vous soutiendrez les alliances et les comptes existants, mettrez en oeuvre des stratégies globales de marketing et de relations publiques, assurerez la liaison avec les prêteurs à terme et fournirez des services de prêt tels que la préparation et l'analyse de propositions d'affaires ainsi que la négociation de conventions de prêt.

Votre diplôme de premier cycle en financement agricole, en affaires ou en commerce est jumelé à un titre d'agronome professionnel et à 6 années d'expérience en financement aux entreprises, ou à combinaison équivalente d'expérience et de formation. Une bonne connaissance de l'industrie agricole et des entreprises connexes est essentielle, tout comme une connaissance approfondie du marketing, des ventes, de l'évaluation, et des services et pratiques de prêt. La maîtrise de la micro-informatique est requise, de même que le leadership et l'esprit d'équipe.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae, en précisant le numéro de concours 36-99100, au plus tard le 24 Septembre 1999 à Ressources humaines, Société du crédit agricole, Bureau 1200, 10250 - 101 Street, Edmonton (Alberta), T5J 3P4. No de télécopieur : (780) 495-7289. Internet: hrfcc.tl@sk.sympatico.ca

Nous vous remercions de l'intérêt que vous portez à la SCA. Seul(e)s les candidat(e)s convoqué(e)s à une entrevue seront contacté(e)s.

La SCA est un employeur de choix qui offre des salaires et des occasions de formation intéressants, ainsi qu'un forfait d'avantages sociaux complets et flexible.

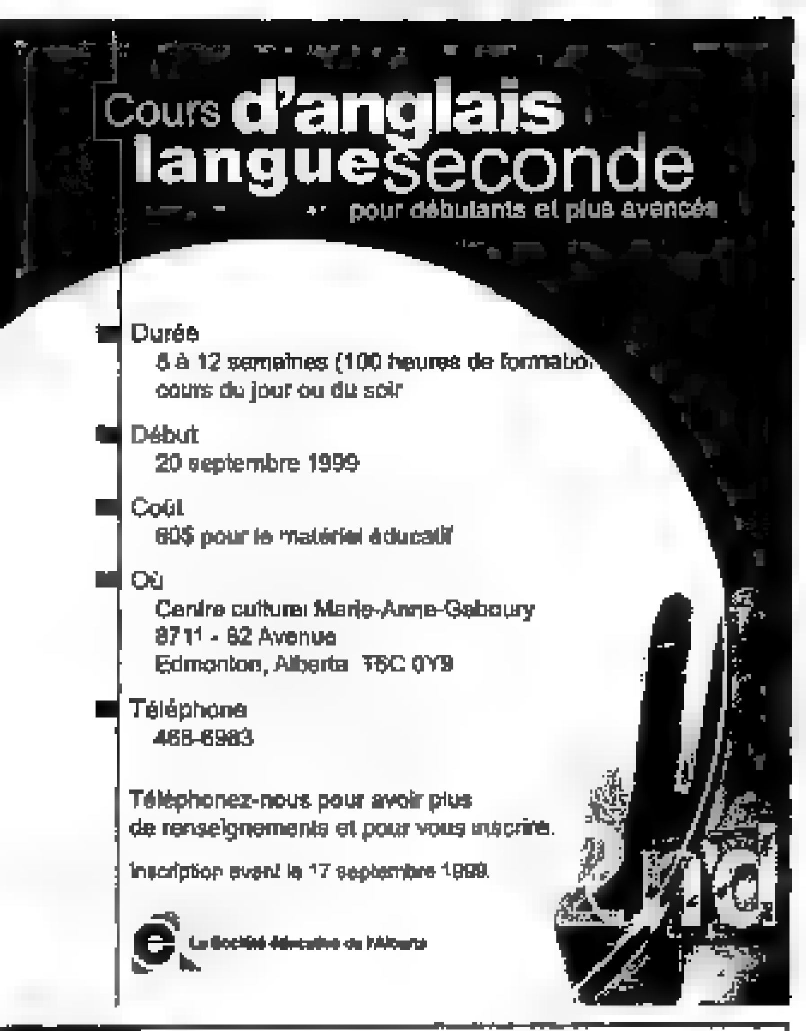
La SCA s'est engagée envers l'équité en matière d'emploi. Si vous appartenez à un groupe désigné, nous vous invitons à nous en faire part. Les agences sont priées de s'abstenir.

L'agriculture...notre raison d'être.



Canadä

Carrières et professions





AVEZ-VOUS CE QU'IL FAUT ?

La Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) est un organisme déterminé à fournir à la population canadienne un choix de logements de qualité, à coût abordable. Elle cherche actuellement à pourvoir le poste suivant

AGENT(E) DE L'EXPANSION DES AFFAIRES
(43 732 $ - 54 652 $)
EDMONTON, ALBERTA

Relevant du chef d'équipe, expansion des affaires - gestion des comptes principaux pour la région des Prairies, du Nunavut et des T.N.-O., vous élaborerez et mettrez en œuvre des stratégies de vente et de marketing tout en établissant des liens avec les clients. Vous serez également responsable de la vente directe et de la promotion des produits de la SCHL auprès des prêteurs, des courtiers en immeubles et des constructeurs de la région d'Edmonton.

Pour être admissible, il vous faut posséder une expérience attestée dans le domaine de la vente et du marketing de même qu'une capacité démontrée d'appliquer des stratégies et d'obtenir de bons résultats. De l'expérience en finance ou dans le domaine des prêts constitue un atout certain. Capable de mener de front plusieurs priorités et de respecter diverses échéances à la fois, vous avez l'esprit d'équipe et possédez de solides aptitudes pour la communication, les relations interpersonnelles et la négociation en plus d'exceller à faire des présentations.

Si ce poste stimulant vous intéresse, veuillez acheminer votre curriculum vitæ, accompagné d'une lettre de présentation au plus tard le 27 septembre 1999 aux **ressources humaines, Société canadienne d'hypothèques et de logement, 708, 11e Avenue S.-O., bureau 500, Calgary (Alberta) T2P 2N9. Télécopieur : (403) 515-2930**

À titre d'employeur valorisant la diversité, la SCHL invite les membres des groupes désignés suivants à poser leur candidature : personnes handicapées, Autochtones, membres de minorités visibles et femmes.

Nous remercions tou(te)s les candidat(e)s de leur intérêt; toutefois, nous ne communiquerons qu'avec les personnes sélectionnées pour une entrevue.

Pour obtenir plus d'information sur la SCHL, veuillez visiter notre site Web à

www.cmhc-schl.gc.ca



AU COEUR DE L'HABITATION
Canadä

Préposé(e) au service à la clientèle

Endroit: Edmonton International Airport AIF Division

Exigences:
- Doit parler couramment l'anglais et le français
- Doit être fiable et accepter de travailler sur des quarts de travail
- Doit avoir son propre moyen de transport
- Doit être âgé de 18 ans et plus

Salaire:
7.50$/heure

Travail:
Aptitudes au service à la clientèle et s'occuper de la caisse

S.V.P. expédier votre curriculum vitae par télécopieur au (780) 890-8482 - ATTENTION A.I.F.

Nous n'acceptons aucun appel téléphonique

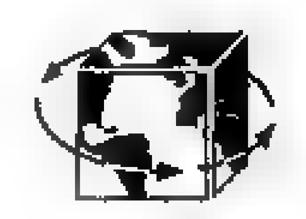
STATISTIQUE CANADA

Intervieweur principal bilingue (français / anglais) Enquêtes sur le travail, les entreprises et le commerce

Nous acceptons des candidatures pour un poste temporaire à temps partiel pour une durée de six mois en tant qu'intervieweur principal bilingue (français / anglais). Les candidat(e)s doivent posséder des bonnes compétences en communications, de l'expérience récente de la supervision d'employés et des relations avec le grand public, des connaissances des concepts relatifs au commerce et aux entreprises et une connaissance des rapports d'information de gestion de base. La capacité d'utiliser un ordinateur ainsi que les logiciels Microsoft Office, Word et Excel est requise. Traitement : 13.18 $ par heure. Nous ne communiquerons qu'avec les personnes choisies pour la prochaine étape. Veuillez acheminer votre curriculum vitae avant le 17 septembre 1999 à

Statistique Canada,
15e étage Park Square
10001 Bellamy Hill
Edmonton, Alberta
T5J 3B6
ATTN: PERSONNEL

POUR QUE LE MONDE TOURNE
PLUS JUSTE

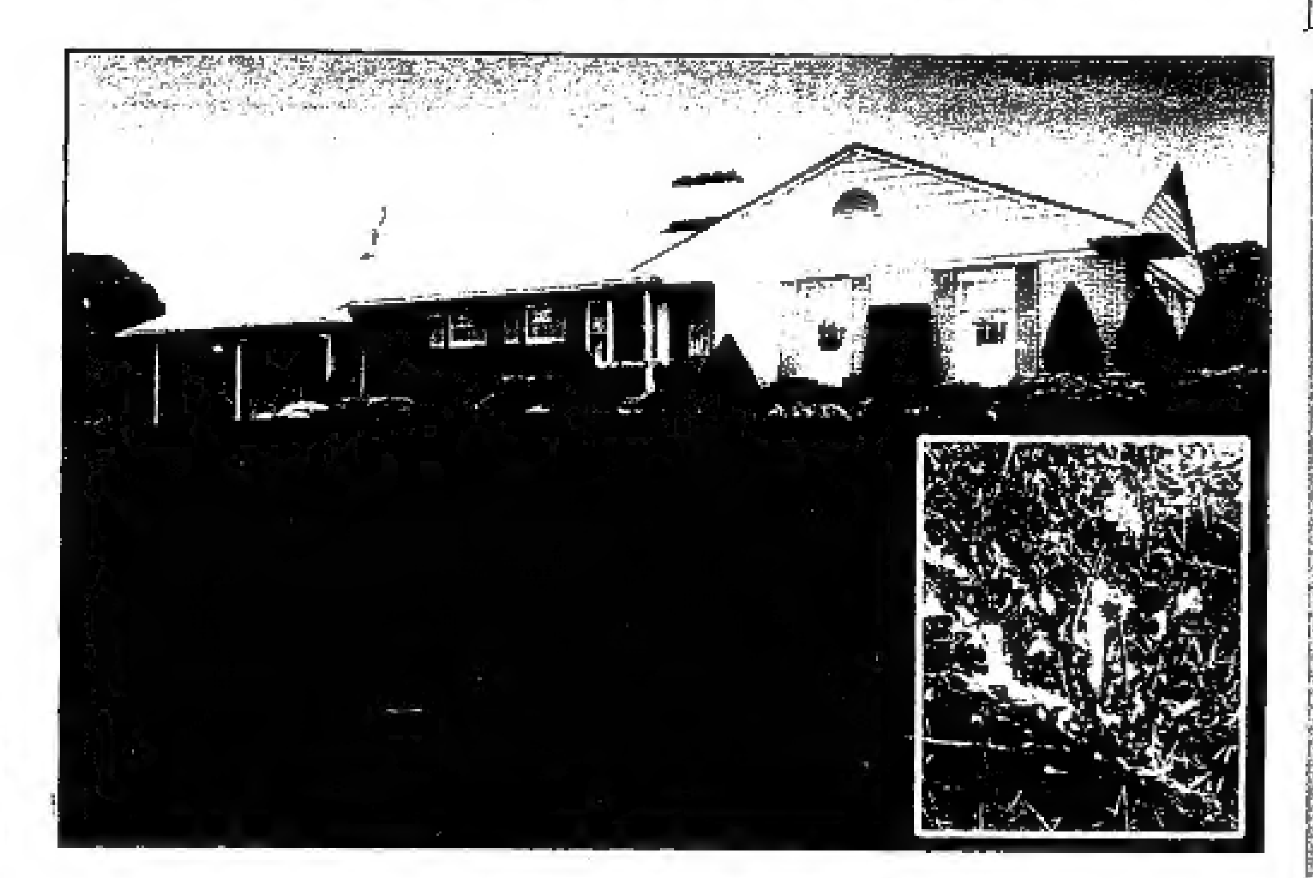




DÉVELOPPEMENT ET PAIX

L'engrais herbicide d'automne...

C'est comme un vaccin contre la grippe pour la pelouse



(EN)-Maintenant que l'été tire à sa fin et que vous avez accepté avec réticence les jours plus courts et les nuits plus fraîches de septembre, il est temps de penser à l'hivérisation de votre pelouse. Quoi que vous fassiez, n'oubliez pas cette dernière application, parce que c'est probablement la plus importante de l'année.

L'automne, par temps frais, la croissance de votre pelouse ralentit. En préparation du froid de l'hiver, l'herbe se met à stocker les éléments nutritifs et le sucre dont elle aura besoin et continue à le faire tant qu'elle est verte. L'azote, le phosphore et le potassium qui se trouvent dans les engrais herbicides sont importants pour le développement de racines saines et l'accroissement de la résistance aux maladies qui endommageront l'herbe si elle est affaiblie. Ensemble, ces trois éléments protégeront votre pelouse pendant tout l'hiver - quelle qu'en soit la rigueur.

Choisissez un produit contenant de l'azote à libération lente. Un tel produit apportera de l'azote au gazon au fur et à mesure de ses besoins - pendant huit semaines. De plus, l'herbe gaspillera ainsi très peu d'éléments nutritifs essentiels. Avec de l'azote à libération rapide, c'est le festin ou la famine pour le gazon.

Si vous ne savez pas quel produit acheter, l'Hibernal de C-I-L est un excellent choix. Grâce à son pourcentage élevé (60 %) d'azote à libération lente et à sa teneur équilibrée en phosphore et en potassium, une seule application, facile à faire, suffira pour protéger parfaitement votre pelouse. Quel que soit le produit que vous choisissez, suivez-en attentivement le mode d'emploi. Pour plus de renseignements sur l'Hibernal et les autres produits de qualité de C-I-L, visitez le www.cil.nu-gro.com.

OFFRE D'EMPLOI

Le Secrétariat provincial de l'Association canadienne-française de l'Alberta est à la recherche d'un.e

DIRECTEUR.TRICE DU SECTEUR DES ARTS ET DE LA CULTURE

Fonctions:
La personne choisie sera responsable du soutien aux régions en matière de création et de diffusion de produits culturels, de promotion de la culture francophone et de la mise en oeuvre des dossiers du développement culturel.

La personne choisie devra être familière avec les programmes d'aide au développement culturel disponibles dans les différents ministères et familière avec la conception et la rédaction de projets.

Qualifications:
- Posséder une bonne connaissance des dossiers du développement culturel
- Détenir un diplôme universitaire ou avoir une expérience équivalente
- Posséder une bonne connaissance de la communauté francophone de l'Alberta
- Avoir un excellent français parlé et écrit
- Avoir une bonne maîtrise de la langue anglaise
- être disponible pour de fréquents déplacements en région

Salaire: À négocier
Durée du contrat: Un an avec possibilité de renouvellement
Lieu de travail: Edmonton

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae au plus tard le 24 septembre 1999 à l'adresse suivante:

Association canadienne-française de l'Alberta
a/s M. Georges Arès, directeur général
8527 - 91e rue
C.P. 555
Edmonton, Alberta
T6C 3N1
Télécopieur: 780-465-6773
Adel: g.ares@francalta.ab.ca

Commission de la fonction publique du Canada — Public Service Commission of Canada

Géologue en études régionales



Ressources naturelles Canada

SAINTE-FOY (QUÉBEC)

Ce poste d'une durée déterminée de 3 ans avec la Commission géologique du Canada (CGC) est lié à un projet de géologie des Appalaches de l'Est du Canada. Selon vos compétences, vous toucherez un salaire annuel se situant entre **38 7215** et **79 947 $**.

Pour de plus amples renseignements sur ce poste et la façon de poser votre candidature, **visitez notre site Internet** ou composez notre **ligne Infotel au (418) 648-3230 ou sans frais au 1-888-536-7564**. La date limite pour poser votre candidature est le **24 septembre 1999**.

Nous remercions tous ceux et celles qui soumettent leur candidature; nous ne communiquerons qu'avec les personnes choisies pour la prochaine étape. La préférence sera accordée aux citoyennes et aux citoyens canadiens.

Nous souscrivons au principe de l'équité en matière d'emploi.

This information is available in English.

http://jobs.gc.ca Canadä

AVIS DE MISE EN CANDIDATURE

Local Authorities Election Act (article 26)

RÉGION SCOLAIRE FRANCOPHONE DU CENTRE-NORD NO 2,
province de l'Alberta
(opérant sous le nom : Conseil scolaire du Centre-Nord)

Avis est donné par la présente que le jour de mise en candidature est fixé au **lundi 27 septembre 1999** et que les noms des candidat(e)s à être aux postes suivants pourront être soumis au bureau de l'Autorité régionale de la RÉGION SCOLAIRE FRANCOPHONE DU CENTRE-NORD NO 2 de 10h00 à midi à la date indiquée.

Postes vacants	# de postes	# de Subdivision
Un CONSEILLER ou une CONSEILLÈRE élu par et redevable à tous les électeurs	1	N/A

Les formulaires de mise en candidature sont disponibles pendant les heures d'affaires à l'endroit suivant :

Bureau du
Conseil scolaire du Centre-Nord
301, 8527 rue Marie-Anne-Gaboury (91 rue)
Edmonton Alberta T6C 3N1
Tél : (780)468-6440 ou (800)248-6886

Tout(e) candidat(e) doit satisfaire aux exigences suivantes :
1. être âgé(e) de 18 ans et plus ;
2. être citoyen(ne) canadien(ne) ;
3. avoir résidé continuellement en Alberta pendant les six (6) mois précédant la date de mise en candidature ; c'est à dire, être résidant de l'Alberta depuis au moins le 27 mars 1999 ;
4. ne pas être inéligible en vertu de la *loi sur l'élection des administrations locales (Local Authorities Elections Act)* ou de la *Loi scolaire (School Act)*.

Les formulaires de « Mise en candidature et consentement du (de la) candidat(e) » doivent être signés par au moins cinq (5) parents ayant le droit de voter en vertu de l'article 223.4(1) de la *loi scolaire (School Act)*.

Daté à Edmonton dans la province d'Alberta, ce 3e jour septembre 1999.

Paulette Briand
Directrice du scrutin

Invitation à joindre Les Chantamis

La chorale Les Chantamis reprend ses activités hebdomadaires le mardi 13 septembre à 19h15. Les répétitions auront lieu à l'École Maurice-Lavallée, au 8828-95 Rue à Edmonton.

Toute personne ayant une voix juste, aimant le chant choral et s'exprimant en français peut devenir membre des Chantamis.

Si l'expérience vous intéresse, communiquer avec le directeur musical, **Laurier Bisson, au 488-5011**, pour une courte audition.

Bienvenue à tous!

Assemblée générale annuelle

Le samedi le 16 octobre 1999
13 h 00

Ordre du jour

16 h 30

1. Élection d'un président ou d'une présidente d'assemblée
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Adoption du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle 1998
4. Suivi au procès-verbal de l'assemblée générale annuelle 1998
5. Rapport de la présidente
6. Rapport du vérificateur de la firme King & Co.
7. Nomination d'un vérificateur ou une vérificatrice
8. Amendements aux Statuts et règlements de l'A.C.F.A.
9. Rapports des ateliers
10. Rapport de la Fondation de l'A.C.F.A.
11. Élections au Comité exécutif de l'A.C.F.A. provinciale
    A) Nomination d'un président ou d'une présidente d'élection
    B) Rapport du Comité de candidatures
    C) Élection à la présidence
    D) Élections à la vice-présidence
12. Rapport de la Fondation franco-albertaine
13. Varia
15. Levée de l'assemblée



Construction de Défense Canada | Defence Construction Canada

PRÉQUALIFICATION DES ENTREPRENEURS RELATIVEMENT À DES SERVICES D'ENTRETIEN ET D'AMÉLIORATION MINEURE DES LOGEMENTS FAMILIAUX À LA BFC EDMONTON

En tant qu'Agence spéciale du ministère de la Défense nationale (MDN), l'Agence de logement des Forces canadiennes (ALFC) est responsable de gérer les logements familiaux du MDN, y compris la provision des services d'entretien et d'amélioration mineure.

Au nom de l'ALFC, Construction de Défense Canada (CDC) lance un appel de déclarations d'intérêt auprès des entrepreneurs locaux pour établir l'admissibilité des candidats à un appel d'offres visant des travaux d'entretien et d'amélioration mineure pour environ 1260 logements familiaux à la BFC Edmonton. Les accords d'offre permanente (AOP) seront attribués aux entreprises retenues aux fins de la prestation de services "au fur et à mesure des besoins" pendant deux ans, soit du 1er avril 2000 au 31 mars 2002. Les AOPs ne garantiront aucune quantité minimale de travail. CDC lancera, au nom de l'ALFC, un appel d'offre en janvier 2000. Cette préqualification pourrait également être en effet pour l'entretien en vrac – des projets de l'ALFC d'une valeur jusqu'à 60 000 $.

Le travail d'entretien et d'amélioration mineure dépendra de la nature du travail variant des demandes d'urgence jusqu'à un temps de réponses spécifiées dans les domaines suivants : appareils ménagers, béton et asphalte, travaux de charpente, travaux d'électricité, réparation des fondations, tonte du gazon, chauffage (y compris climatisation d'air, chaudières et montage d'installation au gaz), nettoyage, aménagement paysager et entretien d'arbres, planchers de bois dur, lutte contre les insectes et les animaux nuisibles, travaux de déneigement, travaux de plomberie, travaux de peinture, toitures et planchers en vinyle et tapis.

Ce marché intéressera surtout les petites entreprises 'locales'. Une entreprise est considérée comme étant 'locale' si un déplacement en voiture entre son bureau d'affaire et le site de logements familiaux est réalisable en dedans d'une heure. Les entreprises qui se jugent qualifiées à assurer des services d'entretien et d'amélioration mineure, dans l'un ou plusieurs des domaines énumérés ci-haut, doivent communiquer avec l'ALFC à l'adresse ci-dessous pour obtenir le formulaire d'appel de déclarations d'intérêt.

Agence de logement des Forces Canadiennes d'Edmonton
C.P. 10500
Station Forces Edmonton
Edmonton (Alberta)
T5J 4J5
Attn : Greg Black
Tél : (780) 973-4011 ext. 4898
Télécopieur : (780) 973-4076

Les déclarations d'intérêt doivent être présentées au bureau indiqué ci-dessus d'ici 15 h (heure locale) le vendredi 17 septembre 1999. Les documents transmis par télécopieur seront acceptés.

Canada

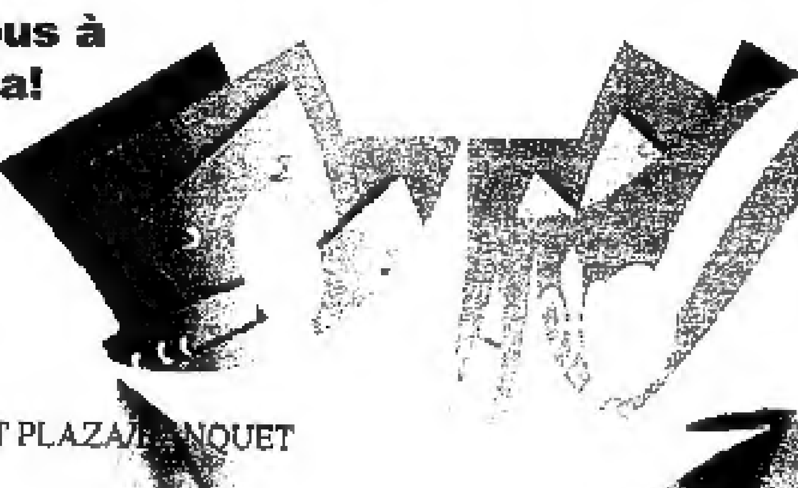
Rond-Point

Au fil de l'an 2000!

Les 15 et 16 OCTOBRE 1999

LA CITÉ FRANCOPHONE
VENDREDI ET SAMEDI
8527-91e rue

Inscrivez nous à votre agenda!



EDMONTON COAST PLAZA/BANQUET
DU SAMEDI SOIR
10155-105e rue

Réservez votre chambre avant le mardi 5 octobre
au 780-423-4811

Rond Point est l'Assemblée générale annuelle de tous les membres de l'ACFA

PETITES ANNONCES

Dans le but de vous offrir un meilleur service, LE FRANCO vous offre une chronique de petites annonces.

Tarifs: 7 $ pour 20 mots ou moins pour 1 semaine; 12 $ pour 20 mots ou moins pour 2 semaines Plus de 20 mots: 0,10 $ de plus par mot. Annonces encadrées: 3,50$ de plus. Vous devez ajouter 7% (TPS).

Toutes les petites annonces doivent nous parvenir accompagnées du paiement: chèque ou mandat-poste avant le lundi midi (12h00). Aucune annonce ne sera acceptée par téléphone. Toute annulation peut être faite par téléphone en composant le 780-465-6581 avant le lundi midi.. Nous n'acceptons pas les frais d'appel. Faites votre chèque ou mandat-poste à l'ordre de:

LE FRANCO 201, 8527 - 91e Rue Edmonton (AB) T6C 3N1
Tél: 780-465-6581

Le Franco

Georgette Hamel (A.Mus). Enseignante de piano d'expérience, compétences en musique et pédagogie, pour débutants à la 9e année, 9346 - 90 Rue. Info 462-2348 (01-10)

Poste d'enseignant pour a1999-2000 à l'école Suzuki Charter, 7211 - 96a Avenue. Français langue seconde 5e et 6e à temps partiel. Info 450-0925 (24-9)

Appartement à louer, 3 chambres à coucher, appareils ménagers inclus, garage, près de Bonnie Doon, $725./mois. Info 462-3916, entre 18h et 20h. (10-9)

PRIÈRES

Nous désirons informer nos lecteurs que vous pouvez faire publier la PRIÈRE AU ST-ESPRIT, la PRÈRE ST-JUDE et la PRIÈRE à Mère Térésa. Vous devez inclure avec votre demande la somme de 26,75$ (TPS incluse). N'oubliez pas d'inscrire vos initiales. Retournez le tout à:

LE FRANCO
8527, 91e Rue
Edmonton (AB)
T6C 3N1

Abonnez-vous dès maintenant!

- ☐ 1 an - 26,75$
- ☐ 2 ans - 48,15$
- ☐ Hors Canada - 1 an - 51,36$

(TPS incluse)

N.B.: Les membres de l'ACFA reçoivent un abonnement GRATUIT au FRANCO. Adressez-vous au bureau de votre régionale pour devenir membre.

NOM: ____________

ADRESSE: ____________

VILLE: ____________

PROVINCE: ____________

CODE POSTAL: ____________

TÉLÉPHONE: ____________

Votre chèque ou mandat de poste libellé à l'ordre du Franco (En lettres moulées S.V.P.)



201, 8527 - 91e Rue,
Edmonton, Alberta, T6C 3N1
Téléphone: 780-465-6581
Télécopieur: 780-469-1129
Adel: lefranco@francalta.ab.ca

Paroisses francophones

Messes du dimanche

CALGARY

St-Famille
1719- 5 Rue S.O
samedi: 17h
dimanche: 10h30

CENTRALTA

Legal
Paroisse St-Emile
Dimanche: 9h30

St-Albert
Chapelle
Connelly-McKinley
9, Muir Drive
Dimanche: 10h

EDMONTON ET ALENTOURS

St-Thomas d'Aquin
8410-89e Rue
Samedi:16h30
Dimanche: 10h

Immaculée-Conception
10830-96e Rue
Dimanche:10h30

St-Anne
9810-165e Rue
Dimanche: 10h30

Paroisse St-Joachim
9928-110e Rue
Dimanche: 10h30

Beaumont, St-Vital
4905-50e Rue
Dimanche: 9h30

ST-ISIDORE

Paroisse St-Isidore
Dimanche: 11h30

ST-PAUL

1er, 3e et 5e samedi
à 19h30
Dimanche: à 9h30

Le Franco sur le Net:
www.francalta.ab.ca/communic.htm

Bruno et Alice

Vous prendrez bien un petit verre ?

DEUXIÈME ÉPISODE *Une histoire d'amour en douze épisodes sur les aînés et la sécurité*

Un bon conseil : si un homme vous intéresse et que vous souhaitez qu'il s'intéresse aussi à vous, évitez d'empoisonner sa descendance.

C'est ce que j'ai appris l'été dernier, quand un homme du voisinage est passé près de chez moi en compagnie de ses deux arrière-petits-enfants. L'homme ne m'était pas inconnu : nous partagions souvent le même banc, dans le jardin des statues, mais nous ne nous étions jamais vraiment parlé. En fait, la dernière fois que je l'avais vu, je lui avais demandé s'il allait bien et il m'avait répondu assez brusquement.

Mais aujourd'hui il était là, en face de mon appartement du rez-de-chaussée, avec deux magnifiques bambins, et j'ai décidé d'essayer à nouveau de lui montrer qu'il m'intéressait. Je lui ai fait signe de la main et lui ai demandé si les enfants voulaient un bon verre de jus. Il s'est approché en se présentant enfin. Il s'appelait Bruno.

J'ai servi du jus aux petits et les ai installés à la table de la cuisine. Les laissant déguster leur jus, Bruno s'est aventuré dans le salon et a été impressionné d'y trouver un mur complet tapissé de livres (les gens ne lisent plus guère, vous savez). Bruno et moi nous sommes découvert plusieurs intérêts communs et, au bout de quelques minutes, étions plongés dans une discussion sur la littérature, l'art et la musique, sortant livre après livre des rayons de ma bibliothèque. Soudainement, Bruno a pris conscience du silence suspect qui flottait dans la cuisine et s'y est précipité pour voir si tout allait bien. Je l'ai suivi et suis arrivée juste au moment où le plus jeune, ayant ouvert l'armoire sous l'évier, portait la bouteille de nettoyant à sa bouche.

Quel cauchemar! Le petit était sauf, mais il aurait pu se faire grand mal, et je me sentais terriblement coupable. J'ai bégayé une excuse piteuse où il était question de vieillesse et du besoin de garder tous les produits de nettoyage à portée de la main. Il ne m'était jamais venu à l'idée, à 80 ans, d'aménager mon appartement afin qu'il soit sans danger pour les enfants!

Rien de grave ne s'était produit mais l'incident était tout de même gênant. Quand Bruno est parti avec les enfants, j'étais certaine de ne jamais le revoir.

(à suivre)